

De : [Lanctuit, Lucie](#)
A : [Trudeau, Mireille](#)
Objet : TR: Engagements CMMTO
Date : 27 octobre 2014 11:08:21
Pièces jointes : [image001.wmz](#)
[image006.wmz](#)
[Plaintes disciplinaires - procédés déloyaux.pdf](#)
[image003.png](#)
[image004.jpg](#)

Bonjour Mireille,

Voici la pièce liée à l'engagement 195 E-112 pris par Steve Boulanger lors de son témoignage.

Lucie

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

De : Steve Boulanger [REDACTED]
Envoyé : 26 septembre 2014 14:11
A : Lanctuit, Lucie
Cc : André Bergeron
Objet : RE: Engagements CMMTO

Bonjour,

Tel que requis, vous trouverez en pièce jointe l'engagement 195 E-112.

Meilleures salutations.

Steve Boulanger
Directeur général adjoint
[REDACTED]



8175, boul. Saint-Laurent,
Montréal (Québec) H2P 2M1
Tél. : 514 382-2668 / 1 800 465-2668
Téléc. : 514 382-1566



S.V.P. pensez à l'environnement avant d'imprimer ce courriel

Avis de confidentialité

Le présent courriel, incluant les fichiers qui l'accompagnent, peut contenir des informations privilégiées et confidentielles à l'intention exclusive du destinataire. Si ce courriel ne vous est pas destiné, il est interdit de le lire, de l'utiliser, de le divulguer ou de le conserver sans autorisation. Si vous l'avez reçu par erreur, veuillez nous en informer et le détruire immédiatement. Merci.

De : Lanctuit, Lucie [REDACTED]
Envoyé : 26 septembre 2014 13:22
À : Steve Boulanger
Cc : André Bergeron
Objet : RE: Engagements CMMTQ

Bonjour Me Boulanger,

Je vous remercie de cette envoi. Pour ce qui est du premier engagement, pourriez-vous me l'envoyer dans une pièce jointe à part qui pourrait éventuellement être déposée en audience au cas où Me Tremblay déciderait de procéder au dépôt?

Je vous remercie d'avance de votre collaboration habituelle.

Lucie Lanctuit

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

De : Steve Boulanger [REDACTED]
Envoyé : 25 septembre 2014 11:20
À : Lanctuit, Lucie
Cc : André Bergeron
Objet : RE: Engagements CMMTQ

Bonjour Me Lanctuit,

Pour faire suite à votre courriel et aux engagements que j'ai pris au nom de la CMMTQ lors de mon témoignage du 18 septembre dernier, veuillez trouver ci-après nos réponses :

- **195E-112 Le témoin s'engage à fournir les données sur les motifs déloyaux et les**

stratagèmes employés

2007

1 dossier :

-chef d'infraction : utilisation de procédés douteux, déloyaux, malhonnêtes ou illicites dans l'exercice du métier en inscrivant sans droit un avis d'hypothèque légale, en exigeant du client le retrait de sa plainte formulée à la CMMTQ et en lui émettant une facture pour frais de déplacement. Verdict : culpabilité uniquement en regard de l'aspect relatif à l'utilisation de procédés douteux dans l'exercice de son métier.

2010

2 dossiers :

-chefs d'infraction: utilisation de procédés déloyaux dans la recherche de contrats, particulièrement en déposant une soumission dont le prix ne reflète pas la valeur réelle des travaux qu'elle vise. Verdict : Non culpabilité parce que la preuve n'a pas démontré que l'intimée, en déposant une soumission à un prix très inférieur à ceux de ses concurrents, a utilisé des procédés déloyaux dans le but d'obtenir le contrat. D'ailleurs, elle n'a pas obtenu le contrat.

-chef d'infraction : utilisation de procédés déloyaux dans la recherche de contrats, particulièrement en déposant une soumission dont le prix ne reflète pas la valeur réelle des travaux qu'elle vise. Verdict : Non culpabilité parce que l'intention de l'intimée d'agir de façon déloyale n'a pas été prouvée.

2011

2 dossiers :

-chefs d'infraction identiques pour la même entreprise : utilisation de procédés déloyaux dans la recherche de contrats, particulièrement en déposant une soumission dont le prix ne reflète pas la valeur réelle des travaux qu'elle vise. Verdict : non culpabilité parce que la preuve de l'intention de l'intimée de tricher, en sous-évaluant les coûts du projet à réaliser dans le but d'obtenir le contrat et ensuite d'ajuster son prix à la hausse, n'a pas été faite. D'ailleurs, l'intimée n'a pas obtenu le contrat et la preuve a révélé qu'il s'agissait plutôt de négligence dans la préparation de la soumission.

- **195E-113 Le témoin s'engage à fournir les données des motifs des dossiers en contravention au BSDQ**

Nous avons produit un tableau que vous trouverez en pièce jointe pour vous fournir l'information requise concernant la nature des infractions pour chacun des dossiers disciplinaires reprochant une contravention au Code de soumission du BSDQ.

- **195E-114 Le témoin s'engage à fournir le numéro de dossier attaqué constitutionnellement des montants des amendes au Code pénal**

500-61-380991-142 , CMMTQ c. 9126-6478 Québec inc.
Le plumitif du dossier est joint en pièce attachée.

Le procureur de la défenderesse nous a indiqué verbalement vouloir contester la constitutionnalité de l'amende réclamée, mais nous n'avons aucun écrit au dossier à ce sujet. La prochaine date de cour est fixée au 6 octobre 2014 et le procureur de la défenderesse nous a avisé de son intention de demander une remise à cette occasion.

- **195E-115 Le témoin s'engage à fournir l'étude sur la concurrence lorsqu'elle sera rendue publique**

À venir. L'étude n'est pas encore complétée.

Espérant le tout conforme, je demeure disponible au besoin.

Recevez mes meilleures salutations.

Steve Boulanger
Directeur général adjoint



8175, boul. Saint-Laurent,
Montréal (Québec) H2P 2M1
Tél. : 514 382-2668 / 1 800 465-2668
Téléc. : 514 382-1566
www.cmmmq.org



S.V.P. pensez à l'environnement avant d'imprimer ce courriel

Avis de confidentialité

Le présent courriel, incluant les fichiers qui l'accompagnent, peut contenir des informations privilégiées et confidentielles à l'intention exclusive du destinataire. Si ce courriel ne vous est pas destiné, il est interdit de le lire, de l'utiliser, de le divulguer ou de le conserver sans autorisation. Si vous l'avez reçu par erreur, veuillez nous en informer et le détruire immédiatement. Merci.

De : Lanctuit, Lucie [Redacted]
Envoyé : 22 septembre 2014 13:59
À : Steve Boulanger
Objet : Engagements

Bonjour Me Boulanger,

J'espère que vous vous portez bien. Je vous écris pour vous transmettre la liste des engagements que vous avez pris devant les commissaires le jeudi 18 septembre 2014 :

- 195E-112 Le témoin s'engage à fournir les données sur les motifs déloyaux et les stratagèmes employés
- 195E-113 Le témoin s'engage à fournir les données des motifs des dossiers en contravention au BSDQ
- 195E-114 Le témoin s'engage à fournir le numéro de dossier attaqué constitutionnellement des montants des amendes au Code pénal
- 195E-115 Le témoin s'engage à fournir l'étude sur la concurrence lorsqu'elle sera rendue publique

En pièce jointe, vous trouverez la transcription de l'audience, qui vous donnera notamment le contexte dans lequel ces engagements ont été pris.

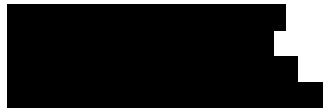
Quand pensez-vous être en mesure de nous faire parvenir ces engagements? Pour ce qui est des engagements 195E-112 et 195E-113, veuillez s'il-vous-plaît me les faire parvenir d'ici ce vendredi, le 26 septembre 2014.

Vous pouvez me faire parvenir ces engagements directement.

Meilleures salutations,

Lucie Lanctuit
Avocate
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction

Adresse postale :
600, rue Fullum, sous-sol, secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6



www.ceic.gouv.qc.ca

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

PLAINTES DISCIPLINAIRES POUR PROCÉDÉS DÉLOYAUX

**CORPORATION DES MAÎTRES MÉCANICIENS
EN TUYAUTERIE DU QUÉBEC**

Année	Nombre de dossiers	Chef d'infraction	Verdict
2007	1	Utilisation de procédés douteux, déloyaux, malhonnêtes ou illicites dans l'exercice du métier en inscrivant sans droit un avis d'hypothèque légale, en exigeant du client le retrait de sa plainte formulée à la CMMTQ et en lui émettant une facture pour frais de déplacement.	Culpabilité uniquement en regard de l'aspect relatif à l'utilisation de procédés douteux dans l'exercice de son métier.
2010	2	Utilisation de procédés déloyaux dans la recherche de contrats, particulièrement en déposant une soumission dont le prix ne reflète pas la valeur réelle des travaux qu'elle vise.	Non culpabilité parce que la preuve n'a pas démontré que l'intimée, en déposant une soumission à un prix très inférieur à ceux de ses concurrents, a utilisé des procédés déloyaux dans le but d'obtenir le contrat. D'ailleurs, elle n'a pas obtenu le contrat.
		Utilisation de procédés déloyaux dans la recherche de contrats, particulièrement en déposant une soumission dont le prix ne reflète pas la valeur réelle des travaux qu'elle vise.	Non culpabilité parce que l'intention de l'intimée d'agir de façon déloyale n'a pas été prouvée.
2011	2 (chefs d'infraction identiques pour la même entreprise)	Utilisation de procédés déloyaux dans la recherche de contrats, particulièrement en déposant une soumission dont le prix ne reflète pas la valeur réelle des travaux qu'elle vise.	Non culpabilité parce que la preuve de l'intention de l'intimée de tricher, en sous-évaluant les coûts du projet à réaliser dans le but d'obtenir le contrat et ensuite d'ajuster son prix à la hausse, n'a pas été faite. D'ailleurs, l'intimée n'a pas obtenu le contrat et la preuve a révélé qu'il s'agissait plutôt de négligence dans la préparation de la soumission.